Etat espagnol : Le second congrès d'Anticapitalistas – Deux grands débats

jeudi 28 décembre 2017, par FERNANDEZ Brais (Date de rédaction antérieure : 20 décembre 2017).

Anticapitalistas (section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol) a tenu son second congrès à Madrid (7-9 décembre 2017). Pour en comprendre le contexte et les défis, notre journal s'est entretenu avec Brais Fernández, membre de la direction [réd.].

Juan Tortosa : Qu'est-ce que Anticapitalistas, comment est-il né ?

Brais Fernández : Anticapitalistas est la continuation de Izquierda Anticapitalista. Nous avons changé de nom pour nous adapter aux règles imposées par la direction de Podemos : celles-ci empêchent les militant·e·s d'une structure partidaire de participer aux organes dirigeants de Podemos. Autre raison : le terme « gauche » s'est très fortement dévalué en Espagne après le 15M (Abréviation désignant le mouvement des Indignés espagnols, ayant débuté avec l'occupation de la Plaza del Sol, le 15 mai 2011).

Au-delà de ces raisons, il y a un changement de conception politique. Izquierda Anticapitalista se concevait comme un groupement anticapitaliste large (même s'il n'a pas réussi à concrétiser ce but), à la gauche de la gauche réformiste. Anticapitalistas assume une nouvelle tâche : construire des fronts larges anti-néolibéraux sur le plan électoral, tout en construisant une organisation révolutionnaire indépendante et des mouvements extraparlementaires forts et autonomes. Une nouvelle hypothèse pour une nouvelle étape, après l'expérience du 15M.

Le 2e congrès de Anticapitalistas avait pour thème « Construire le mouvement, construire l'anticapitalisme ». Quels en étaient les défis les plus importants ?

Nous avons eu deux grands débats. Premièrement, un débat intense et très intéressant sur la question nationale, après l'expérience catalane et la radicalisation de la crise territoriale en Espagne. C'est un débat en cours et ouvert. A partir de notre défense du droit à l'autodétermination, nous avons d'autres questions : que signifient les processus constituants et comment se concrétisent-ils ? Défendons-nous ou non un modèle d'Etat ? Lequel ? Comment abordons-nous la question nationale, en évitant de tomber dans ce que Gramsci appelait le « déracinement cosmopolite », mais en maintenant une perspective internationaliste ?

Deuxièmement, nous nous sommes demandés comment nous implanter dans la classe travailleuse en des moments de reflux. Nous devons nous implanter davantage chez les jeunes, dans les syndicats, dans les mouvements féministe et écologiste. Nous ne voulons pas être une organisation fortement représentée dans les institutions, mais avec peu de militant·e·s à la base.

Deux délégué·e·s sur trois étaient jeunes et de nombreuses femmes étaient présentes.

Comment avez-vous réalisé la relève de la vieille garde ?

Cette relève a été assez naturelle, car la vieille garde – provenant de la Liga comunista revolucionaria (LCR) – a toujours été très généreuse pour faire ce pas ; elle ne s'est pas accrochée au pouvoir interne, contrairement aux partis communistes. Il y a toujours eu une ouverture permanente : nous recueillons le legs des anciens, tout en générant ensemble de nouvelles références. Par exemple – et c'est tout naturel – la jeune génération lit davantage Gramsci que Trotski. Nous avons eu beaucoup de chance avec les gens qui viennent de la LCR : ils ont une capacité incroyable pour assimiler les nouvelles expériences, quelque chose d'unique dans la gauche européenne.

Comment vivez-vous la tension entre le travail institutionnel et la présence dans la rue pour combattre dans les milliers de fronts sociaux où vous êtes impliqués ?

C'est difficile. Les institutions représentatives de l'Etat capitaliste absorbent beaucoup. Ce mécanisme libéral sert à condenser les contradictions politiques dans un espace étranger à la matérialité sociale. Il prend beaucoup de temps et impose une temporalité artificielle. C'est pourquoi il faut maintenir un militantisme lié au mouvement, apportant d'autres problématiques à l'organisation et proposant un centre de gravité orienté vers la base.

Vous avez des relations tendues avec la direction majoritaire de Podemos. Quels sont les principaux défis pour Podemos et votre courant à l'intérieur de Podemos ? Comment combinez votre militantisme à Podemos et votre indépendance organisationelle ?

Anticapitalistas n'est pas un courant de Podemos. C'est un mouvement organisé qui y impulse des courants radicaux larges. Tous nos militant·e·s ne sont pas dans Podemos, même si nous sommes certainement identifié·e·s comme dirigeant le secteur critique. C'est important de le savoir, parce que sinon on ne comprend pas l'expérience de Anticapitalistas.

Il y a une tension constante avec la direction de Podemos, qui est très autoritaire et qui a de la peine à assumer la pluralité. Nous souhaiterions une meilleure collaboration, mais c'est difficile avec la culture politique de Podemos.

Pour terminer, quels sont vos axes de travail pour les prochaines années ?

Nous devons mieux nous implanter localement et dans les secteurs stratégiques de la lutte sociale : syndicats, mouvements féministe et écologiste. Il y a des moments de reflux, une réaction des classes dominantes pour restaurer l'ordre. Il faut donc former des cadres, continuer à travailler l'élaboration politique et la rénovation de la théorie marxiste militante, contribuer à poursuivre l'avance sur le front électoral et construire des positions au-delà des parlements capables de constituer des contre-pouvoirs suffisamment forts pour affronter le capital. La proposition de la bourgeoisie pour les classes travailleuses au Sud de l'Europe, c'est plus d'appauvrissement et plus d'autoritarisme étatique. Il faut donc travailler à impulser une proposition massive et radicale, hégémonique, basée sur le conflit social, répondant durement à la guerre de classe, mais en même temps capable d'impliquer des gens qui ne sont pas forcément des révolutionnaires.

Entretien réalisé par Juan Tortosa

P.-S.

* SolidaritéS (Suisse) n° 320 (20/12/2017) p. 11 :
https://www.solidarites.ch/journal/d/article/8449

* Traduction de l’espagnol : Hans-Peter Renk.